Henri Leclerc, *La parole et l'action*

Paris, Fayard, 2017, 506 p.

Emmanuel Naquet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1209>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Emmanuel Naquet, « Henri Leclerc, *La parole et l'action* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 05 octobre 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1209>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Henri Leclerc, *La parole et l'action*

Paris, Fayard, 2017, 506 p.

Emmanuel Naquet

RÉFÉRENCE

Henri Leclerc, *La parole et l'action*, Paris, Fayard, 2017, 506 p.

- 1 Voilà une plaidoirie magnifiquement menée ; il est vrai que l'affaire était entendue, celle d'un défenseur de l'humanité dans toute sa complexité. Revêtu de sa robe d'avocat, appuyé sur son bâton de pèlerin d'humaniste, auteur de tribunes et autres manifestes, lanceur de pétitions et investi dans nombre d'organisations, syndicales et civiques, Henri Leclerc nous convie ici à une traversée de près d'un siècle, au cours de laquelle il a mis ses qualités de tribun et sa force d'engagement au service de causes multiples, aussi bien individuelles que collectives.

Henri Leclerc

La parole et l'action

- 2 Ce cheminement suit le fil rouge de la lutte contre toutes les injustices avec, à la Libération, pour ce jeune lecteur de Franz Kafka et de Jules Michelet, la première prise de conscience de l'importance du procès équitable lors du « jugement » de Pierre Laval. Ce parcours passe par des chemins partidaires – le Parti communiste français puis le Parti socialiste unifié (PSU) jusqu'à siéger à son bureau national –, associatifs – la Ligue des droits de l'Homme (LDH), jusqu'à en occuper la présidence entre 2000 et 2005 –, sans oublier l'assistance juridique, en l'occurrence de membres de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ou de la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Si les chemins partisans semblent des impasses, au-delà même des différents échecs électoraux, ils peuvent mener à des rencontres. Henri Leclerc fait ainsi la connaissance des socialistes Édouard Depreux et Michel Rocard et du radical Pierre Mendès France, nourrissant une grande admiration intellectuelle pour les deux derniers nommés. La défense de militants (l'écologiste Daniel Cohn-Bendit, l'architecte Roland Castro, le journaliste Serge July, parmi d'autres) lui fait côtoyer nombre de consœurs et confrères devenus pour certain(e)s des ami(e)s : Marianne Merleau-Ponty – la fille du philosophe Maurice Merleau-Ponty et de la psychiatre Suzanne Jolibois –, Thierry Lévy, autre célèbre pénaliste et président de l'Observatoire international des prisons de 2000 à 2004, et Georges Pinet qui devient un très proche. Cette « activité de conseil » l'autorise aussi à affronter des magistrats comme François Romerio, qui avait milité – mais Henri Leclerc ne le sait pas – avec Pierre Mendès France à la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS), devenu le cercle d'étudiants de la LDH en 1931...
- 3 Cette longue vie d'auxiliaire de la justice renvoie à des rythmes et à des moments, à des arrêts sur images et à des longues durées : Mai 68 ou le « temps des gauchistes » pendant les *Sixties* et les *Seventies* (chapitre 10), la reconstruction du Parti socialiste et l'alternance de 1981. Mais la guerre d'Algérie produit aussi une génération de défenseurs qu'Henri Leclerc côtoie : Jean-Jacques de Felice, soutien du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti, fondé en 1972), Yves Dechezelles, responsable de l'Union de la gauche socialiste (UGS) comme Yves Jouffa –

par ailleurs président de la LDH de 1984 à 1991 –, l'iconoclaste Jacques Vergès, et les historiens-citoyens Madeleine Rebérioux et Pierre Vidal-Naquet. Par-delà les plaidoiries devant les tribunaux correctionnels pour les ouvriers de Lipp et les vendeurs de *La cause du peuple*, Henri Leclerc multiplie les propositions de réforme au cœur de son métier, être au service de Thémis.

- 4 Ainsi, homme de parole, dans tous les sens du terme, Henri Leclerc est aussi celui des combats, partagés avec Albert Naud et bien d'autres, comme celui contre la guillotine, jusqu'à l'abolition de la peine de mort en 1981 par Robert Badinter. Mais l'abolition de la peine capitale n'est pas sa seule préoccupation : il y a aussi les suppressions de la garde à vue policière, atteinte fondamentale au principe de la liberté individuelle proclamée par la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen – toujours revendiquée –, ou celle de la loi Sécurité et Liberté (1980), à l'initiative d'Alain Peyrefitte, confondant « sécurité » et « sûreté ». Les mobilisations aboutissent d'ailleurs dans les années 1980 : disparition des tribunaux militaires et de la Cour de Sûreté de l'État, fermeture dans les prisons des quartiers de haute sécurité (QHS), ouverture du recours pour le citoyen à la Cour européenne des droits de l'Homme. Exigeant le respect du secret de l'instruction ainsi que, ce n'est pas contradictoire, la « liberté de tout dire » (chapitre 21), Henri Leclerc est aussi l'avocat de médias (*Libération*), d'éditeurs (Fayard), d'humoristes (Patrick Timsit) et d'auteurs victimes de plagiat. Tout dire mais ne pas mentir : Henri Leclerc a défendu Robert Badinter contre Robert Faurisson, qualifié par l'ancien garde des Sceaux de « faussaire » de l'Histoire.
- 5 Cette quête d'une évolution de notre procédure pénale jugée peu apte à rendre une justice adaptée aux exigences d'une société démocratique moderne s'inscrit également dans des réflexions collectives : l'avocat appartient à plusieurs commissions de réforme de la procédure pénale, présidées respectivement par Jacques Léauté (1981-1985), Mireille Delmas-Marty (1988-1990), dont le rapport « Justice pénale et droits de l'Homme » avait préconisé une redistribution des pouvoirs au profit du parquet et de la défense, impliquant une transformation profonde du rôle du juge d'instruction, puis par François Molins à partir de 2010. Henri Leclerc en démissionne dès qu'il comprend que la garde des Sceaux, Michèle Alliot-Marie, ne touchera pas au statut du parquet¹.
- 6 Car la justice est politique. C'est, au demeurant, le sens de l'engagement d'Henri Leclerc à la LDH. Il y adhère quand Daniel Mayer en prend la présidence après son départ de la SFIO². Sans y militer au départ, il entre au comité central d'une association en reconstruction en 1967, accentuant son orientation vers les droits économiques et sociaux. Il présente ainsi, en 1969, un rapport dans le prolongement de celui mis à l'agenda du congrès de 1936 qui proposait un complément à la Déclaration de 1789. Cette revendication des « droits à » est reprise lors de la présidence de Madeleine Rebérioux – avec laquelle les relations, on le comprend à demi-mot, furent complexes – via le concept de « citoyenneté sociale », puis de sa propre présidence lorsqu'Henri Leclerc, dans le manifeste du centenaire, en 1998, évoque une « raison économique » ayant pris la place de la raison d'État (p. 269).
- 7 Parti du comité central parce qu'il trouve la LDH insuffisamment critique contre la politique de l'État israélien sur la question palestinienne et les territoires occupés depuis 1967, il y revient avec Yves Jouffa pour prendre la succession de Pierre Joxe, devenu ministre en 1981 puis président du groupe parlementaire du PS, à la commission Immigrés. Il y reprend la revendication d'un droit de vote accordé aux étrangers aux élections municipales, l'une des 110 propositions du candidat François

Mitterrand. La LDH converge avec d'autres organisations comme le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), alors dirigée par Mouloud Aounit, et le Gisti, présidé par la juriste Danièle Lochak. Celle-ci, Henri Leclerc et le conseiller d'État Jean-Michel Belorgey multiplient les notes. Cette demande fut également inscrite, en 2012, dans le programme de François Hollande... Par ailleurs, Henri Leclerc est, avec Emmanuelle Béart et Ariane Mnouchkine notamment, à la pointe du combat en faveur des « sans-papiers », par exemple lors de l'occupation de l'église Saint-Bernard en 1996. Plus généralement, il stigmatise « la vérification d'identité au faciès » et demande le respect de la laïcité par l'autorisation du port du « voile ».

- 8 Mais il y aussi des lieux et des hommes, de la faculté de droit aux différents palais de justice, dont les cours d'assises, les manifestations et les différents cabinets où il a exercé, de celui de son maître, Albert Naud, un homme de droite qui jamais ne s'est opposé aux engagements parallèles de son collaborateur, dont le cabinet d'avocats du boulevard d'Ornano, si influencé par Mai 68. Ainsi, nombre de portraits sont esquissés, mais si Henri Leclerc est lucide avec lui-même, pointant un penchant parfois vain à la rhétorique, il fait preuve de bienveillance avec les autres, laissant l'amateur de coups de griffe sur sa faim. Cette générosité de l'esprit envers ceux que l'on peut qualifier de « frères en humanité » se retrouve dans les causes qu'il choisit : pêcheurs, paysans, mineurs, médecins ne sont pas, à ses yeux, des dossiers, mais des femmes et des hommes aux droits inaliénables et sacrés, en France comme au Congo, en outre-mer comme au Maroc. Ses défenses sont toujours libres, parfois très médiatisées comme celles du D^r Diallo, de Richard Roman, de Ghislaine Marchal (affaire Omar Raddad), de Véronique Courjault, de Dominique de Villepin et de Dominique Strauss-Kahn, en l'occurrence rapidement évoquées. On y voit tout le travail de l'avocat, entre prise de connaissance des dossiers et performance aux audiences.
- 9 Au demeurant, ce travail est inséparable de la volonté de défendre des « droits communs » comme Roger Knobelspiess, avec Simone Signoret et Yves Montand, Michel Foucault et Claude Mauriac, Guy Bedos et François Cavanna, ou de ceux qui sont poursuivis pour actes ou associations terroristes et, à travers ces derniers, des peuples, Arméniens de l'Asala, Iraniens des Moudjahidines, sans oublier les nationalistes corses et bretons. Avec cette question pour ceux qui se revendiquent de l'État islamiste : comment les juger et les défendre ? Henri Leclerc ne peut répondre d'emblée, car il lui faut « d'abord les connaître, les écouter, parler avec eux, pour tenter de les comprendre » (p. 337). L'approche lors du procès Touvier est similaire. Quelles pensées traversent celui qui est déjà un « ténor » du barreau ? Ce sont les tempêtes sous un crâne d'un grand lecteur d'Hugo... « Je retourne les injures dont le Führer accable les Juifs » : « Vous jugez un homme, vous ne jugez pas un "parasite", vous ne jugez pas un "bacille", vous ne jugez pas un "pou", vous jugez un homme qui a le droit de se défendre, qui a le droit d'être défendu, mais qui a aussi le droit d'être condamné pour l'injustice qu'il a commise, cette fracture dans l'histoire de l'humanité à laquelle il a participé » (p. 405).
- 10 On l'aura deviné, ce parcours est singulièrement attachant et intéressant, mêlant notations personnelles et narration sur la vie civique. L'itinéraire permet de croiser corps intermédiaires et figures parfois oubliées ou méconnues. Mais il y a plus. Henri Leclerc incarne à la fois une culture politique qui réinvestit des événements fondateurs, partage une sociabilité et des réseaux permettant à l'historien de construire une prosopographie, interroge des données sociétales et institutionnelles d'une démocratie,

d'un État et de ses pouvoirs, illustrant une histoire intellectuelle des juristes en République. Ainsi, l'identité d'Henri Leclerc est inséparable d'une humanité appréhendée comme ouverte, en circulation, universelle, porteuse de principes perçus comme des promesses face au réel, l'éthique se heurtant au politique. Cela n'empêche pas ce citoyen, à « l'heure du couchant », « fasciné » par les quelques lignes où Chateaubriand « dit sa tentation de s'assoupir les yeux ouverts », de toujours croire « au matin » (p. 490).

NOTES

1. Nous renvoyons aux travaux publiés par l'Association française pour l'histoire de la justice, et notamment ceux dans sa revue *Histoire de la justice*, ainsi que le collectif *Histoire de la Justice en France*, sous la direction de Jean-Pierre Royer, Jean-Pierre Allinne, Nicolas Derasse, Bertrand Durand et Jean-Paul Jean, Paris, PUF, 2016 (5^e édition).
2. Cf. la thèse de science politique d'Éric Agrikoliansky, *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990. Pérennisation et transformation d'une entreprise de défense des causes civiques*, Sciences Po Paris, 1997, 649 p., publiée sous le titre *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.